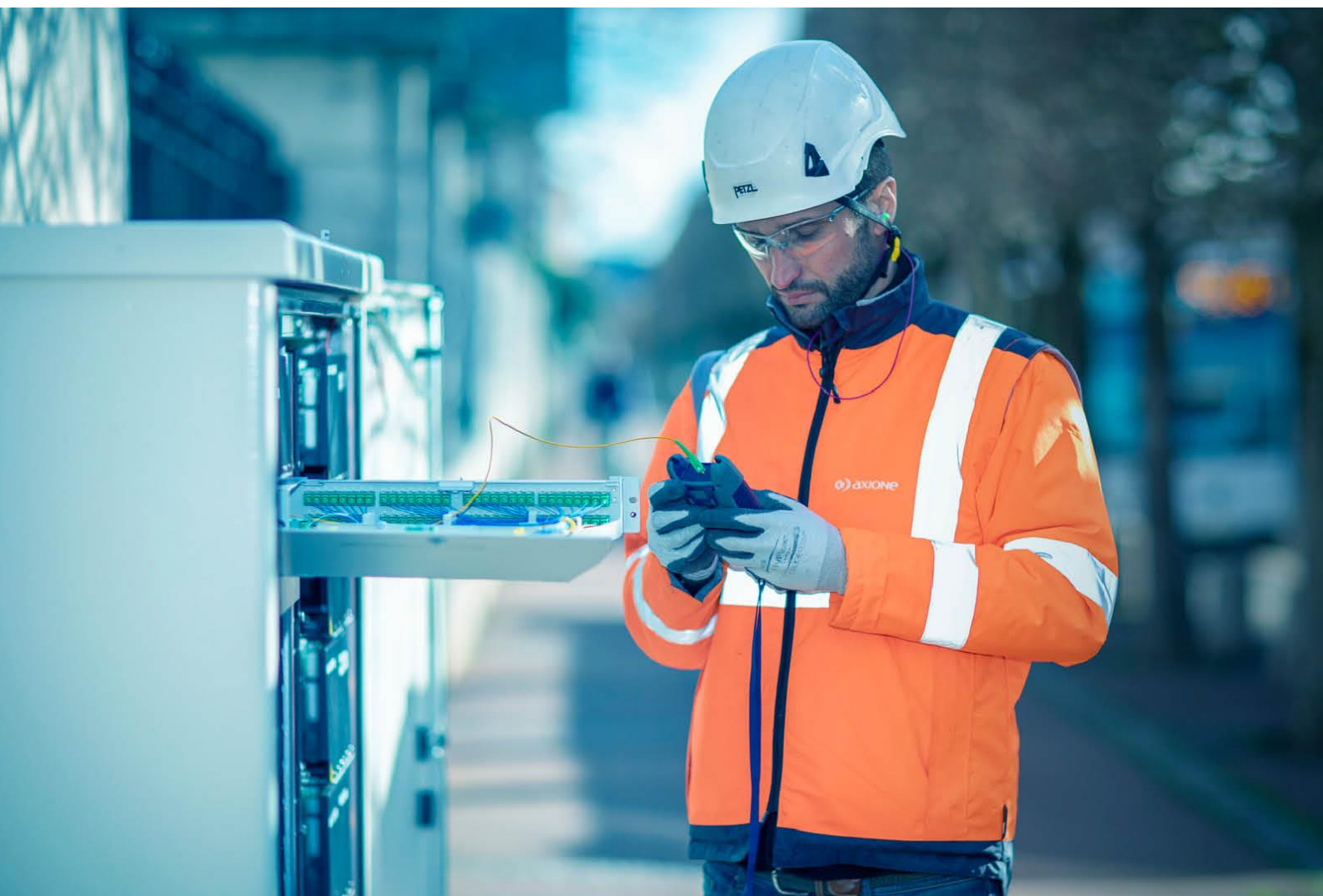


CONSULTATION PROJET DE DECISION FIXANT POUR LES ANNEES 2024 ET 2025 UN ENCADREMENT TARIFAIRE DES ACCES A LA BOUCLE LOCALE CUIVRE

Réponse d'Axione – Octobre 2023



1. Présentation d'Axione

Axione est un acteur global du secteur des infrastructures de télécommunications au service des collectivités territoriales, des opérateurs et des équipementiers et s'organise autour de trois pôles d'activités :

1. La conception, le déploiement et la maintenance de réseaux fixes et mobiles
2. L'exploitation de réseaux filaires et radios
3. Le financement et la gestion d'actifs d'infrastructures de télécommunications haut et très haut débit

Sur la fibre, Axione opère 25 Réseaux d'Initiative Publique (RIP) en délégations de service public et en contrats de partenariat. A horizon 2024, les réseaux FttH d'Axione desserviront 3,5 millions de locaux.

Parallèlement, Axione apporte son expertise multi-technologique aux Grands Comptes publics et privés pour leur proposer des solutions innovantes (Couverture Radio Indoor, réseaux privés fibre et radio, Smart Territoires, etc..).

2. Contribution à la consultation

Le prochain cycle des marchés s'inscrit dans une période de transition pour l'infrastructure d'accès sur l'ensemble du territoire :

- Les déploiements de réseaux BLOM vont s'achever pour atteindre une couverture quasi intégrale du territoire ;
- La commercialisation sur ces réseaux continue de progresser, et fait de cette infrastructure l'infrastructure de référence pour l'ensemble des particuliers, entreprises et collectivités ;
- La fermeture du réseau cuivre s'enclenche et va progressivement s'accélérer.

Dans ce contexte, Axione prend acte de l'évolution de l'encadrement tarifaire et souhaite transmettre à l'Autorité les deux commentaires suivants :

- **Assurer la prévisibilité des opérateurs en fixant un délai de prévenance d'au moins 3 mois pour toute évolution tarifaire**

Pour toutes les évolutions tarifaires, tenant compte notamment des évolutions de l'IFER, Axione appelle à définir un préavis de trois mois pour l'ensemble des accès dégroupés et les prestations qui leur sont associées. Ainsi, ce préavis s'appliquerait pour :

- Les accès demeurant en orientation vers les coûts,
- Les accès avec levée de l'obligation de contrôle tarifaire et,

- Les accès soumis à une obligation de non-excessivité.

Ce délai de trois mois, auquel Orange serait soumis, est nécessaire pour respecter l'application de nos contrats d'accès DSL activés envers les opérateurs de détail, pour informer les autorités déléguées et pour anticiper la mise à jour de nos outils de facturation.

- **Expliquer la fixation du montant visant à recouvrer l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (ou IFER)**

Le projet de décision indique que « [p]ar exception, s'agissant des mois de janvier à juin 2024, au regard du mécanisme de réévaluation prévu par le III de l'article 112 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 et des prévisions d'évolution du nombre de paires de cuivres actives, une projection du tarif de l'imposition par ligne en service de l'IFER de 21,78 € est retenue pour 2024. De ce tarif de l'IFER, de l'application du taux de 3% prévu par l'article 1641 du code général des impôts et du nombre moyen de paires en service en 2024 est **déduit un montant mensuel par paire de cuivre de 2,07 €** »

Or, Axione s'interroge sur la pertinence du montant mensuel estimé et retenu par l'Autorité. En effet, Axione note que l'IFER est fixé à 19,04€/ligne/an pour 2023 et que les simulations réalisées en interne amènent à penser que le montant en 2024 sera inférieur à 22€/ligne/an, soit des montants significativement inférieurs à 2,07€/mois soit 24.84€/an. Ainsi, Axione souhaiterait que l'Autorité partage les modalités de calcul de la composante IFER du dégroupage.